



SECTION DU BAS-RHIN

35 av. des Vosges,
67070 Strasbourg Cedex

Tél. : 03.88.52.49.22.
Fax : 03.88.52.49.42

Débat National

sur le

Contrôle Fiscal

Décembre 2008

introduction

La section du Bas-Rhin a souhaité s'associer pleinement au Débat National sur le Contrôle Fiscal lancé par le SNUI. Dans l'impossibilité de rencontrer tous les collègues concernés sur les 12 sites du département, nous avons eu la démarche suivante :

- réunion d'un un groupe de travail composé d'un représentant par service de contrôle (BDV, BCR, ICE, FI, CELLULES CSP/DFE, DIVISION CF)
- conception d'un questionnaire-sondage » adressé à tous les collègues de la sphère contrôle fiscal
- dépouillement chiffré et littéral des réponses
- tenues de 2 HMI spéciales contrôle fiscal pour présenter les résultats et pour compléter les réponses recueillies
- publication de la synthèse dans le journal syndical le STIR ONKEL
- audience auprès du DSF pour présentation des résultats et des revendications
- transmission au BN de notre contribution.

Sommaire

Questionnaire :page 3

Dépouillement complet :

- des réponses chiffréespage 8
- des commentaires expriméspage 12

Synthèse publiée

- « J'accuse »page 15
- Tableau de synthèsepage 17

Questionnaire Contrôle Fiscal

Le contrôle fiscal consiste aussi bien à combattre la fraude classique, le travail non déclaré, que la fraude fiscale plus élaborée, tant à l'échelle nationale qu'internationale. De fait de nombreux services sont concernés : les agents de recherche, les vérificateurs, les ICE, les fiscalités immobilières, cellules « CSP » ou « DFE », sans oublier la Division CF.

Dans l'impossibilité de rencontrer tous ces services sur toutes les résidences, la section 67 vous propose ce « questionnaire-sondage ». Chacun est invité à s'exprimer, à partir de son vécu quotidien, sur la réalité du contrôle fiscal et sur des perspectives concrètes d'amélioration. La synthèse de réponses sera transmise au Bureau National du SNUI pour alimenter le débat national lancé par celui-ci.

Les questions posées ci-dessous se veulent ouvertes, destinées essentiellement à entamer la réflexion. Sentez-vous libres d'apporter des commentaires, témoignages, interrogations ou suggestions...

----- 1°) LE QUOTIDIEN -----

1.1) Selon vous, quelles sont les 3 priorités pour l'agent des impôts en matière de contrôle fiscal (*noter de 1 à 3 les rangs de priorités*) :

- lutter contre la fraude
- rendre un service de qualité à l'utilisateur
- atteindre les objectifs individuels
- respecter ou améliorer les indicateurs
- œuvrer pour l'équité fiscale
- autre à préciser :

1.2) Aujourd'hui, avez-vous le sentiment de pouvoir organiser vous-même votre travail (*barrez les réponses inutiles*) :

- entièrement
 - partiellement
 - très partiellement
 - pas du tout
- Commentaires :

1.3) Par rapport à votre supérieur hiérarchique, vous vous sentez (*une seule réponse*) :

- entouré(e)
 - épaulé(e)
 - encadré(e)
 - surveillé(e)
 - enclavé(e)
- Commentaires :

1.4) Dans la gestion du courant ou de dossiers difficiles, ressentez-vous une frilosité de la part de l'encadrement (*plusieurs réponses possibles*)?

Si oui :

- de la part de votre chef direct ?
- d'un directeur divisionnaire ?

- du DSF ?
- de la DG ?

Et dans quelles circonstances :

- transmission de 3909 ?
- communication d'informations fiscales ?
- rapport d'incidents ou d'agression ?
- prise de position avant 2120 ou 3924, avant 3926, avant interlocution, avant Commission ?
- prise de décision sur des cas spécifiques ?

Commentaires :

1.5) Considérez-vous les contrôles internes (premier et deuxième niveaux) comme (*barrez les réponses inutiles*) :

- utiles
- indispensables
- superflus

Commentaires :

1.6) « On passe plus de temps à rendre compte qu'à faire de la fiscalité ». Vous partagez ce point de vue (*barrez les réponses inutiles*):

- entièrement
- partiellement
- pas du tout

Commentaires :

1.7) Les boîtes à outils CSP, les tableaux DFE, les fiches de synthèses CSP ou les e-vérifs sont pour vous(*barrez les réponses inutiles*) :

- des dispositifs d'aides
- des supports pratiques
- des contraintes supplémentaires
- des outils de flicages.

Commentaires :

1.8) Considérez-vous que la gestion du contrôle conduit aujourd'hui à

- un travail de meilleure qualité
- davantage de surveillance de l'agent

Commentaires :

1.9) Avez-vous le sentiment que la DSF du Bas-Rhin vous

- fait pleinement confiance dans votre travail ? oui/non
- vous responsabilise dans vos fonctions ? oui/non
- vous infantilise ? oui/non
- vous surveille ? oui/non
- vous soutient face aux contribuables ? oui/non

Commentaires :

1.10) Concernant les statistiques, diriez-vous que, dans votre quotidien, les indicateurs

- sont indispensables pour mesurer le travail fourni oui/non
- sont un outil managérial oui/non
- vous pèsent lourdement oui/non
- vous aident à organiser votre travail oui/non

Commentaire :

1.11) Parmi les phrases suivantes, barrez celles qui vous paraissent fausses

- Les indicateurs parlent d'eux-mêmes, pas besoin d'analyse ou de réflexion
- Le management par indicateurs conduit à la dispersion dans mon travail
- Les indicateurs ne mesurent que partiellement mon travail

Indiquer quels travaux ne sont pas pris en compte :

-certains indicateurs sont contradictoires

Donner des exemples :

1.12) Dans les phrases suivantes, barrez la mention qui vous paraît inutile :

- la gestion par indicateurs conduit à une course effrénée / positive / négative
- le pilotage par indicateurs entraîne une gestion à très court / à moyen/ à long terme
- Les stats sont utilisés pour motiver / culpabiliser l'agent ou le service
- La culture statistique crée une ambiance favorable/ défavorable au travail et à la mutualisation

Commentaires :

1.13) Selon vous, le « diktat des stats » pervertit-il l'équité fiscale ?

Si oui, pourquoi ?

- - - - 2°) PERSPECTIVES - - - -

SUR LE PLAN INFORMATIQUE

2.1) En matière informatique, quelles seraient les améliorations prioritaires ? (à classer de 1 à 6 du plus urgent au moins utile) :

- avoir une vue globale d'un dossier (sans devoir ouvrir plein de logiciels différents)
- garantir des bases de données fiables (Adonis, TSE, Oasis, Illiade, ...)
- mettre les outils de calculs à jour plus rapidement (CFIR...)
- inclure dans Illiade les conséquences du contrôle fiscal externe
- étendre les habilitations en consultations sur tout le département pour tous les services CF
- prévoir une base de données pour les SCI
- autre à préciser :

SUR LE PLAN HUMAIN :

2.2) La DG peut / ne peut pas tout miser sur l'informatique. Justifier votre réponse :

2.3) Rétablir les « relations humaines » dans et entre services permet selon vous (*barrez les phrases inutiles*):

- d'éviter des doublons
- de mutualiser les expériences
- de faire circuler les informations et renseignements
- de suivre les procédures spécifiques (aux différents services) sans interférer
- de créer une ambiance de travail
- de... (à compléter)

Commentaires :

2.4) Dans la gestion du contrôle fiscal, pour chaque phrase préciser le degré d'importance (mettre une croix dans la colonne choisie)

	indispensable	nécessaire	Utile	superflu
Améliorer la pertinence des indicateurs				
Travailler à un management indépendant et efficace				
Encourager les prises de positions à tous niveaux				
Faire davantage confiance aux agents				
Apporter un soutien technique aux agents				
Spécialiser les agents (comme dans le privé)				
Former les agents à la gestion des conflits				

Commentaires :

AU NIVEAU POLITIQUE

2.5) Concernant l'ETAT, vous estimez qu'il devrait (mettre une croix dans la colonne choisie) :

	indispensable	nécessaire	Utile	superflu
Simplifier la fiscalité				
Travailler à une harmonisation européenne				
Accorder plus de moyens au contrôle fiscal				
Garantir une équité fiscale				
Eviter les effets d'annonces médiatiques				
Faire preuve d'une véritable volonté politique contre la fraude FISCALE				
Autre à préciser				

2.6) Actuellement, les pouvoirs politiques peinent à situer le contrôle fiscal dans le Service Public. Pensez-vous que l'ex-DGI puisse à la fois être administration de service (tournée vers l'utilisateur) et avoir une action répressive ?

Commentaires :

2.7) La « gouvernance » du contrôle fiscal (certification des services y compris des brigades de vérifications, propositions du rapport Fouquet, etc) va-t-elle dans le sens :

- d'une lutte plus efficace contre la fraude fiscale?
- d'une acceptation plus facile des contrôles ?
- d'une amélioration de l'image de l'administration ?
- d'une amélioration du civisme fiscal ?
- d'une amélioration de l'indépendance et de la neutralité du contrôle fiscal ?

Commentaires :

- - - - 3°) CONCLUSIONS - - - -

3.1) A l'issue de ce questionnaire, comment voyez-vous votre rôle dans le contrôle fiscal aujourd'hui ?

3.2) Vous sentez-vous suffisamment reconnu(e) dans votre travail au regard de votre qualification (rémunération, frais déplacement, etc...) ?

3.3) Y a-t-il un sujet que ce questionnaire n'a pas abordé et qui vous tient à cœur ? Si oui, exprimez vous maintenant :

Préciser, SVP :

- votre grade : A+ A B C
- votre service : BDV, BCR, ICE, FI, Cellule CSP/DFE, Direction
- votre ancienneté dans notre administration : années

Nous vous remercions de votre participation et vous invitons à nous retourner ce questionnaire au local syndical 35 avenue des Vosges à Strasbourg **avant le 6 novembre 2008.**

Dépouillement chiffré

Q°	services	BDV	BCR	ICE	DFE CSP	anonyme	FI	DIV	TOTAL	
1.1	VOS priorités ?									
	lutte contre fraude	42	17	28	27	7	17	2	140	1er
	service à l'usager	12	5	10	8	8	21		64	3e
	objectifs individuels			3	2		7	1	13	
	respecter indicateurs		2	2	1	1	6		12	
1.2	organiser votre trav.									
	entièrement		1		2	1			4	6% "rescapés!"
1.3	partiellement	10	4	8	5	3	7	1	38	61%
	très partiel	5	2	5	2	1	1		16	26% soit 30%
	pas du tout	1			1		1		3	5%
1.4	le chef vous									
	entoure	1	1	1	1				4	27%
	épaule	2		4	2	2	3		13	
	encadre	8		2	6	2	5		23	65% majorité
	surveillance	3	6	4	1	2	1		17	
1.5	enclave			1				1	2	3%
	frilosité de la part									
	chef direct	7	6	8		1	2		24	39%
	dir div	9		7	1	2			19	31%
	dsf	6		3	3	0	2		14	23%
	dg	6		3	1	2	1		13	21%
	transmission 3909	2	6	8	2	2			20	32%
	circulation infos	2		2	2		1		7	11%
	rapport des incidents	3				1			4	6%
	prise position 2120..	7		3	3	5	2		20	32%
1.6	cas spécifique	9	2	5	3	2	2		23	37%
	contrôles internes									
	utiles	4	4	8	4	1	4	1	26	42%
1.7	indispensables	2				1	1		4	6%
	superflus	11	3	5	5	3	4		31	50%
	rendre cpte>fiscalité									
1.8	entièrement	8	1	5	3	3	3		23	37%
	partiellement	7	6	7	6	2	6	1	35	56% flagrant
	pas du tout	1							1	2%
1.9	tableaux CSP...									
	aides	1	2	4	4	3		1	15	24%
	supports	2	3	5	5	2	1.5	1	19.5	31%
	contraintes	12	3	12	7	2	4	1	41	66% si obligatoires
1.8	flicages	6	1	5	2	3	5	1	23	37%
	gestion contrôle									
1.9	W meilleure qualité	2	3	3	1.5	0	2		11.5	19%
	surveillance d'agents	14	5	10	7.5	6	8	1	51.5	83% flagrant
1.9	DSF67 vous									
	fait confiance	1.5		1	5	3	2	1	13.5	22% mm pas 1/4
	responsabilise	3	1	6.5	4	4	4	1	23.5	38% si erreurs!
	infantillise	10	2.5	7.5	3	2	4		29	47% impressionnt
	surveillance	13.5	6.5	13	6	5	8		52	84% flagrant
soutient face contrib	6	2.5	4.5	2	6	4		25	40% trop faible!	

Q°	services	BDV	BCR	ICE	DFE CSP	anonyme	FI	DIV	TOTAL	
1.10	les indicateurs									
	indisp. mesurer W	4	1	3.5	1	2	1.5	1	14	23%
	= outils managemt	14.5	7	12	10	4	5		52.5	85% flagrant
	vs pèsent lourdemt	12.5	6	9	10	2	7	1	47.5	77% flagrant
	vs aident à organiser			3	3	1	1		8	13% dérisoire !
1.11	les indicateurs									
	nécessitent analyse	2			3	1	2		8	87% flagrant
	=>dispersion ds W	10	4	9	5	2	6		36	58%
	=mesures partiels	15	7	12	8	4	10	1	57	92% max flagrant
	=contradictioires	14	4	9	6	1	1		35	56%
1.12	ils conduisent à									
	course effrenée	12	7	9	10	3	10	1	52	84% flagrant
	positive				1				1	2%
	négative	6	1	5	3	3	1	1	20	32%
	gestion à très CT	11	6	11	8	3	8	1	48	77% flagrant
	à moyen terme	2	1	1	1	0			5	8%
	à long terme			0	2	0	2		4	6%
	motiver les agents	1		2	5				8	13%
	les culpabiliter	14	5	8	5	5	6	1	44	71% flagrant
	ambiance favorable			1	2	0			3	5%
	défavorable	13	7	7	6	5	10	1	49	79% flagrant
1.13	diktat stats#équité	9	6	8	5	2	7	1	38	61%
2.1	amélioration informatiq								points	
	vue globale dossier	70	37	60	36	20	47	6	276	2nd
	données fiables	84	37	63	41	25	42	5	297	1er urgent
	màj rapide	49	15	35	17	19	11	1	147	
	inclure CFE ds Illiade	35	14	45	29	9	28	2	162	
	habilitation 67	41	29	42	36	17	34	4	203	3e
	créer bases sci	26	15	58	33	15	18	3	168	
2.2	tout miser s/ informq									
	DG peut				1	1	1		3	5%
	DG ne peut pas	11	5	10	7	4	7	1	45	73% le sait-elle?
2.3	relations humaines									
	évitent doublons	8	6	6	4	2	5	1	32	52%
	=>mutualiser	11	6	9	10	2	6	1	45	73%
	=>circulat° infos	11	7	10	9	4	6	1	48	77%
	suivre sans interférer	11	7	6	4	3	5	1	37	60%
	=>ambiance de W	13	7	7	9	3	5	1	45	73%
	soutenir collègues	1			1				2	3%

Q°	services	BDV	BCR	ICE	DFE CSP	anonyme	FI	DIV	TOTAL		
2.4	améliorer pertinence indicateurs										
	indisp	2	5	3	1	3	2		16	26%	
	nécess	3	2		3	1	4		13	21% kif	
	utile	4		6	3	1	1	1	16	26% kif	
	superflu	5		2	2	0	1		10	16%	
	travailler à un managt indépendant										
	indisp	4	1	3	3	1	3		15	24% majorité	
	nécess	4	3	6	2	3	3		21	34%	
	utile	3	2	2	3	1	2	1	14	23%	
	superflu	3			1		1		5	8%	
	encourager les prises de positions à ts nivx										
	indisp	9		6	2	3	1		21	34% flagrant	
	nécess	3	4	4	5	1	6		23	37%	
	utile	1	2	2	2	1	2	1	11	18%	
	superflu	2							2	3%	
	faire + confiance aux agents										
	indisp	13	3	8	1	4	3		32	52% max	
	nécess	1	4	3	7	1	6		22	35% flagrant	
	utile	1		1		1		1	4	6%	
	superflu								0	0%	
apporter soutien technique aux agents											
indisp	11	3	9	7	4	4		38	61% flagrant		
nécess	4	3	4	3	0	3	1	18	29%		
utile		1			1	2		4	6%		
superflu								0	0%		
Spécialiser les agents											
indisp	2		3	2	2	1		10	16%		
nécess	4	1	1	3	1	2		12	19% surprise !		
utile	5	5	3	2	1	5	1	22	35%		
superflu	4	1	5	2	1	1		14	23%		
former à la gestion des conflits											
indisp	3	1	2	2	1	1		10	16% selon		
nécess	4	1	3	1	1	3		13	21% service		
utile	5	5	3	5	3	2	1	24	39% réponses		
superflu	2		4	1		3		10	16% divergent		
2.5	Simplifier la fiscalité								0		
	indisp	7	3	9	7	4	5	1	36	58% flagrant	
	nécess	5	4	2	1	1	2		15	24%	
	utile	2	1	2	1		1		7	11%	
	superflu						1		1	2%	
	harmonisation europe										
	indisp	10	3	3	3	3	3		25	40%	
	nécess	5	3	4	3	2	6	1	24	39% flagrant	
utile			3	3				6	10%		
superflu		1	1	1	0			3	5%		

Q°	services	BDV	BCR	ICE	DFE CSP	anonyme	FI	DIV	TOTAL	
	plus de moyens									
	indisp	9	3	7	5	1	4		29	47% flagrant
	nécess	4	3	3	2	2	5	1	20	32%
	utile	1	1	2	1				5	8%
	superflu				1	1			2	3%
	garantir équité fiscale									
	indisp	11	5	9	8	1	6	1	41	66% flagrant
	nécess	2	2	3	1	2	3		13	21%
	utile								0	0%
	superflu				1	2			3	5%
	éviter annonces médiatiques									
	indisp	12	4	7	5	3	4		35	56% flagrant
	nécess	1	2	1	2		4	1	11	18%
	utile	1		3	2	2	1		9	15%
	superflu		1	1		0			2	3%
	volonté politique lutte contre fraude fiscale									
	indisp	12	6	12	7	1	6		44	71% flagrant
	nécess	2	1		1	2	3	1	10	16%
	utile			1	1	1			3	5%
	superflu								0	0%
	Autre à préciser									
	augmenter salaires		1						1	2%
	soutenir l'agent		1						1	2%
	restaurer assermentat°			1					1	2% (a)
	revoir niche fiscales -de chefs + d'agents			1		1			1	2% (b)
Admin° de service										
2.6	ET act° répressive	8	3	8	7	2	7	1	36	58% surprise !
2.7	gouvernance améliorée									
	lutte fraude fiscale		2		3	1		1	7	11%
	acceptat° contrôles	2	3		2	2	1	1	11	18%
	image Administ°	4	5	6	5	4	5	1	30	48% (d)
	civisme fiscal	3	1		2	1			7	11%
	neutralité du contrôle		1		2	1	1		5	8% (e)

réponse A+	1			1	1				3	5%
A	15	1	7	1	1	9	1		35	56%
B		6	6	8	3	1			24	39%
total	16	7	13	10	5	10	1		62	

ancienneté 15à32 1à37 3à33 5à38 10à30 12a35 12

- (a) restaurer le sens de l'assermentation
- (b) arrêter de multiplier les échelons managemt et augmenter personnel de terrain
- (d) le seul but c'est la communication et la démagogie digne du privé
- (e) la certification du CF tend à uniformiser, or chq dossier est différent

Dépouillement des commentaires

Les indicateurs ne mesurent pas tout :

Ex : temps de recherche, d'auto formation, les tâches purement matérielles (comme reconstituer les dossiers, scanner les courriers par exemple), les travaux sur la TP, la complexité des dossiers, les CSP sans suite, le nombre de pièces de procédures pour un contrôle donné, les 3909 non retenues, la réception physique ou téléphonique, la formation des nouveaux, les renseignements du contribuable ou d'autres services, les rescrits, rapports à la Direction, les multiples réunions, le contentieux, la Commission départementale, les interlocutions en CFE...

Certains indicateurs sont contradictoires :

Ex. entre SIE et ICE, entre SIE et BDV, entre division CF et Contentieux, d'où concurrence contre productive entre services. Et à l'intérieur d'un ICE, concurrence entre objectifs CSP et 3909

Incompatibilité entre

- Les recommandations de faire des contrôles corrélés et complets, et le maintien d'un indicateur de fréquence (CSP de qualité ET en quantité !)
- L'orientation vers le e-CSP et la demande de reconstitution de dossier papier.

Le Diktat des stats pervertit l'équité fiscale car :

Véritable frein, les indicateurs entraînent une sélection peu rationnelle des dossiers : priorité à ce qui rapporte rapidement. On se désintéresse de certains dossiers qui mériteraient une attention particulière mais qui sont chronophages (bref petits dossiers vite faits au détriment de la délinquance en col blanc). De même, certains redressements repérés ne sont plus notifiés car ne rapportent pas assez.

Ce laxisme de l'administration en fonction des enjeux se constate surtout en fin d'année : si l'objectif de quantité n'est pas atteint, les dossiers sont vus avec plus de tolérance, pourvu qu'ils soient rapides. On pare au plus visible sans s'assurer de la pertinence et de la cohérence des actions de CF.

L'équité fiscale est donc compromise à cause de la dictature des stats mais aussi des dispositions législatives souvent inéquitables.

La DG peut-elle tout miser sur l'informatique ?

Non, l'informatique n'est qu'un outil, aux bases peu fiables : les services qui alimentent les bases ne savent pas ce qui intéressent les services de contrôle. D'où perte d'informations et fausses analyses. Certains renseignements n'y figurent pas (par exemple revenus fonciers, les SCI ou BNDP en Alsace Moselle). Nécessité de la valeur ajoutée humaine sous forme de réflexion, de vue d'ensemble, de lecture critique, d'interrogation ou de recherche, de connaissance du tissu fiscal, d'interprétation de la loi et d'expérience !

Administration de service AVEC une action répressive ?

- Oui : si on ne confond pas le service à l'utilisateur et le service à la collectivité.

Aujourd'hui c'est possible dans les CDI. demain ce sera toujours possible si on maintient des moyens au CF et si on garantit l'indépendance du CF. Ce sont les 2 pôles de notre raison d'être, il convient de trouver le juste équilibre. Car ce ne sont pas les missions qui sont incompatibles, mais l'absence de priorités, l'action répressive devant être dirigée contre la vraie fraude fiscale.

- Non : le « Stat-kanovisme » à la française confond les priorités (rendre service de qualité, œuvrer pour l'équité fiscale)

C'est contradictoire : on ne peut dérouler le tapis rouge d'un côté et donner le coup de matraque de l'autre. Une illustration de l'incompatibilité : les mises en recouvrement Illiade (suite à contrôle) patientent parfois plusieurs mois, parce que les DO sont politiquement prioritaires.

Les contrôles internes et les outils de suivi :

- Superflus car beaucoup ne concernent que la Forme et non le Fond. Les IP pourraient servir plus utilement en fiscalité ou à la recherche de nouveaux axes de programmation.
- Tout dépend de leur utilisation: est-ce pour savoir ou pour juger ? Les indicateurs devraient être des outils de pilotage, de mesure et non une fin en soi. Ils nécessitent une réflexion, car les stats ne parlent pas d'elles-mêmes ! Bref des outils pour analyser honnêtement et intelligemment les causes, puis trouver des solutions, et non des chiffres pour culpabiliser. Il incombe à chacun de ne pas se laisser mener par le bout du nez au nom du seul poids des indicateurs.

- Plus il y a d'outils de suivi obligatoires, moins l'agent n'a de temps à consacrer à la fiscalité. Pourquoi autant de suivis ? Pour quels résultats ? En matière de DFE, par exemple, c'est beaucoup de recopiage (= perte de temps). De même Agora = autre exemple de perte de temps.

Votre rôle dans le contrôle fiscal aujourd'hui ?

- Ramener du fric
 - Aligner des bâtonnets dans les stats..
 - je suis un maillon d'une chaîne.
 - de plus en plus symbolique !
- Il y a 5 an encore, le travail procurait une satisfaction, aujourd'hui je suis un acteur du contrôle fiscal dont l'action est dictée par les objectifs à atteindre, avec guère de place pour l'initiative.
- mon rôle est indispensable dans un système déclaratif, mais s'exerce dans des conditions de travail de + en + dégradées, avec peu de moyens, piloté par des statistiques et des considérations loin de la justice fiscale.
 - beaucoup de colmatage, de bricolage, pas de vue à long terme. Eteindre des incendies plutôt que de faire un travail approfondi.
 - horizon peu lisible, on risque de se retrouver cantonné à un rôle purement statistique.
- Le « vive le rendement » crée une émulation malsaine entre collègue : finis l'esprit d'équipe, la solidarité, seul compte le mérite (promotion, médailles, primes, etc.) à la tête du client
- ma mission de contrôle est parfois proche du harcèlement pour certains contribuables. La pression fiscale ne pesant que sur une partie de la population imposable, commence à devenir insupportable pour eux, d'où une augmentation de l'agressivité de leur part.
- superflu au regard de la politique actuelle du gouvernement.
 - je n'ai plus vraiment l'impression de travailler pour le service public, ni pour l'équité fiscale, mais pour les statistiques qui ne servent que ceux qui les font. D'où une dégradation du « plaisir » de travailler car il n'y a plus de légitimité de l'action fiscale dans le service public.
 - une infime goutte d'eau dans l'océan, à laquelle on demande de lutter contre la fraude fiscale sans qu'au niveau politique les moyens efficaces soient mis en œuvre.
 - entravé, car mes moyens ne sont pas à la mesure des ambitions affichées (mais c'est peut-être voulu)
 - question : y a-t-il encore une volonté de faire du contrôle fiscal ? Si oui lequel ? Sinon, la question de notre rôle de se pose plus.
- Bref le présent est difficile et l'avenir incertain.

Vous sentez-vous suffisamment reconnu ?

- Certes non, la fiscalité est de + en + complexe, mais la paie ne suit pas.
- Gros retard pour les frais de déplacements décrits comme dérisoire : il est anormal de devoir prendre son véhicule personnel et de ne pas être correctement et rapidement remboursé.

- En plus, les B font le travail du A sans contrepartie financière.
 - Le sujet de la reconnaissance financière est passé de mode, encore davantage chez les fonctionnaires.
 - Pas assez payés par rapport aux A+ ou aux grands serviteurs de l'Etat !
 - Méconnaissance de notre travail de la part du public.
- Détérioration très nette des relations avec les Dir. Div. CF pour qui nous sommes devenus totalement transparents et anonymes (il y a encore quelques années, un Dirdiv connaissait une majeure partie de ses inspecteurs...) L'impression actuelle très nette est d'avoir à parler avec des gestionnaires de stats, peu intéressés (jamais passionnés) par le CF, pour qui le vérificateur n'est qu'une variable d'ajustement. A mon sens, il y a risque important de démotivation des vérificateurs.

autres remarques :

- Les réorganisations de services et suppressions de postes génèrent non seulement une instabilité dans l'organisation et la répartition des tâches, mais aussi une incertitude constante de son avenir.
- Les rapports hiérarchiques étaient plus tranchés(il y a quelques années encore). Aujourd'hui c'est plus faux-cul à cause du culte des chiffres
- Ce n'est pas en désacralisant l'administration et ses agents au nom de l'amélioration de l'image de l'administration que l'on va lutter efficacement contre la fraude (rapport Fouquet)
- « On cherche à normaliser l'organisation et le cadencement de mon travail. Ça veut dire que je ne sais ni travailler ni m'organiser »
- En cherchant dans les pôles CE à séparer la gestion du contrôle, l'administration tente de trouver dans l'organisation des raisons d'une situation qui n'est en fait que le résultat d'un ensemble que personne ne maîtrise.
- L'administration se donne-t-elle vraiment les moyens de former correctement ses agents, notamment les nouveaux arrivants ?
- La formation pêche. L'Administration devrait faire utilement appel à des intervenants extérieurs au lieu de les payer pour des audits (par exemple les nouvelles normes comptables en application depuis 2005, notre formation est prévue en 2009 !!)
- La hiérarchie pense naïvement qu'après les stages, on est formé, alors qu'il faut des années, surtout avec une fiscalité changeante et complexe.
- Suspicion quant aux frais de déplacement est scandaleuse, sachant qu'on ne rentre pas dans nos frais avec le barème de l'Administration.
- Je pense qu'à force de vouloir tout contrôler, mesurer, on perd beaucoup d'efficacité et de temps, alors qu'il faudrait faire confiance aux agents et les libérer des contraintes statistiques au moins partiellement.
- Incertitude pour l'avenir de l'ISF et de la mise en place de brigades patrimoniales.
- Mise en cause personnelle de vérificateur. Un fléau qui se propage. Que fait l'administration ? Un peu de transparence et de communication de la Direction seraient les bienvenues.
- La prime au mérite va complètement tuer la neutralité du contrôle. On ne sera plus au service de la Nation mais au service de son chef direct qui nous aura à sa merci. Belle perspective.

Synthèse publiée

« J'ACCUSE... »

Dans le cadre du débat national sur le contrôle fiscal (lancé par le SNUI), notre section a conçu un questionnaire à destination de tous les acteurs du contrôle fiscal (BDV, BCR, ICE, CSP/DFE, FI et Div CF) du Bas-Rhin. Fort de plus de 60 réponses, complétées par les échanges lors deux HMI spéciales, le SNUI67 reprend, en guise de conclusion, la formule de ZOLA :

- **J'accuse le pouvoir politique de manquer de véritable volonté dans la lutte contre la fraude fiscale.**

En multipliant les annonces médiatiques, le pouvoir cache (mal ?) sa faible ambition dans la lutte contre la fraude fiscale, au profit de l'aspect social. Cette économie libérale n'est-elle pas trop clémente face aux acteurs économiques professionnels? Malgré les scandales internationaux, il n'œuvre fermement ni pour une harmonisation européenne, ni pour une simplification de la législation fiscale.

Quant à l'Administration, préoccupée surtout par son IMAGE, elle avantage la gouvernance du contrôle fiscal, en imposant un formatage au politiquement correct : interdit de parler de mauvaise foi ou de redressement, et à l'ENI, même le mot « fraude » est tabou ! Le glissement sémantique du « service public » vers « service à l'utilisateur » se heurte au cœur de notre mission. Pourtant, en contrôlant un contribuable, nous rendons service à tous les autres, non ?

Enfin, l'Administration mise tout sur l'informatique, aux bases de données incomplètes et aux logiciels hétéroclites. Elle devrait miser davantage sur les hommes (leur expérience, leur analyse, leurs échanges) au lieu d'en diminuer le nombre. Enfin, elle doit arrêter de rendre la matière fiscale inaccessible par l'archivage, l'ensilage ou la destruction de papier alors même que les renseignements n'apparaissent pas dans l'e-dossier. De ce fait, on rend le contrôle du passé impossible (FI, modèles U, déficits fonciers...)

- **J'accuse le pouvoir politique de ne pas garantir l'équité fiscale des citoyens.**

Une législation fiscale trop sélective, trop compliquée, ne peut garantir l'équité devant l'impôt. Cette équité fiscale est également pervertie par la course effrénée aux statistiques. On privilégie les dossiers vite faits au détriment des cas complexes (qui ne passent même plus en contrôle externe ou en CSP approfondi). On laisse tranquilles les râleurs bruyants pour s'acharner sur les contribuables plus dociles. On se détourne, par exigence statistique, de la délinquance en col blanc, pour se limiter aux rappels expéditifs. Du coup, on fragilise notre rôle dissuasif (indispensable dans un système déclaratif) et on fait payer par les uns ce que les autres fraudes.

- **J'accuse le pouvoir politique de scléroser le management**

La gestion du contrôle fiscal se limite trop souvent à son aspect purement statistique. Trop rares voire inexistantes sont les analyses des causes. On se limite à mettre en relief les mauvais indicateurs. Les tableaux sont essentiellement utilisés pour culpabiliser les agents, rarissimes sont les observations positives par crainte d'un relâchement du personnel ! Pourtant la réflexion est fondamentale car les indicateurs sont trop partiels et souvent contradictoires.

L'agent de base se plaint également de la frilosité de la hiérarchie et de l'autocensure. Les responsables ne prennent pas leur responsabilité, n'osent pas décider (effet « parapluie ») ou filtrent tout à leur niveau (autocensure, se substituant parfois au juge de l'impôt).

Il déplore le manque de confiance de ses supérieurs, la surveillance accrue et l'encadrement renforcé dont il fait l'objet (multiplication de réunion, outils de suivi, de stats, volonté de normaliser l'organisation et le cadencement du travail, etc.). Ce management est maintes fois contre-productif. L'exemple type en est la BCR : elle devrait avoir une obligation de moyens et non de résultats, pour lui permettre d'exercer le cœur de sa mission « la recherche fondamentale ». Au lieu de ça, on la pousse au rendement en matière de programmation.

Nous, agents, **affirmons nos priorités** : lutter contre la fraude FISCALE, œuvrer pour l'équité fiscale.

Nous **revendiquons** un outil informatique plus performant et complet, davantage d'humain dans notre profession, une formation utile et adaptée (ex. nouvelles normes comptables) et le droit de dire NON (face à la pression insupportable).

Nous **souhaitons** : plus de confiance de notre hiérarchie, plus de cohérence, plus de soutien (technique ou face à conflits) et un retour vers une gestion intelligente des dossiers.

Quelques citations livrées in extenso

- Mise en cause personnelle de vérificateur. Un fléau qui se propage. Que fait l'administration ? Un peu de transparence et de communication de la Direction seraient les bienvenues.
- Ma mission de contrôle est parfois proche du harcèlement pour certains contribuables. La pression fiscale ne pesant que sur une partie de la population imposable, commence à devenir insupportable pour eux, d'où une augmentation de l'agressivité de leur part.
- Le « vive le rendement » crée une émulation malsaine entre collègue : finis l'esprit d'équipe, la solidarité, seul compte le mérite (promotion, médailles, primes, etc.) à la tête du client
- La prime au mérite va complètement tuer la neutralité du contrôle. On ne sera plus au service de la Nation mais au service de son chef direct qui nous aura à sa merci. Belle perspective.
- L'administration se donne-t-elle vraiment les moyens de former correctement ses agents, notamment les nouveaux arrivants ?
- La formation pêche. L'Administration devrait faire utilement appel à des intervenants extérieurs au lieu de les payer pour des audits (par exemple les nouvelles normes comptables en application depuis 2005, notre formation est prévue en 2009 !!)
- La hiérarchie pense naïvement qu'après les stages, on est formé, alors qu'il faut des années, surtout avec une fiscalité changeante et complexe.
- Les réorganisations de services et suppressions de postes génèrent non seulement une instabilité dans l'organisation et la répartition des tâches, mais aussi une incertitude constante de mon avenir.
- On cherche à normaliser l'organisation et le cadencement de mon travail. Ça veut dire que je ne sais ni travailler ni m'organiser.
- En cherchant dans les pôles CE à séparer la gestion du contrôle, l'administration tente de trouver dans l'organisation des raisons d'une situation qui n'est en fait que le résultat d'un ensemble que personne ne maîtrise.
- Les rapports hiérarchiques étaient plus tranchés (il y a quelques années encore). Aujourd'hui c'est plus faux-cul à cause du culte des chiffres
- Je pense qu'à force de vouloir tout contrôler, mesurer, on perd beaucoup d'efficacité et de temps, alors qu'il faudrait faire confiance aux agents et les libérer des contraintes statistiques au moins partiellement.
- Il y a 5 an encore, le travail procurait une satisfaction, aujourd'hui je suis un acteur du contrôle fiscal dont l'action est dictée par les objectifs à atteindre, avec guère de place pour l'initiative.
- Le « Stat-kanovisme » à la Française confond les priorités (rendre service de qualité, œuvrer pour l'équité fiscale)
- Détérioration très nette des relations avec les Dir. Div. CF pour qui nous sommes devenus totalement transparents et anonymes (il y a encore quelques années, un Dirdiv connaissait une majeure partie de ses inspecteurs...) L'impression actuelle très nette est d'avoir à parler avec des gestionnaires de stats, peu intéressés (jamais passionnés) par le CF, pour qui le vérificateur n'est qu'une variable d'ajustement. A mon sens, il y a un risque important de démotivation des vérificateurs.
- Gros retard pour les frais de déplacements qui sont dérisoires : il est anormal de devoir prendre son véhicule personnel et de ne pas être correctement et rapidement remboursé.
- Ce n'est pas en désacralisant l'administration et ses agents au nom de l'amélioration de l'image de l'administration que l'on va lutter efficacement contre la fraude (rapport Fouquet)
- question : y a-t-il encore une volonté de faire du contrôle fiscal ? Si oui lequel ? Sinon, la question de notre rôle de se pose plus.

**La statistique est à la hiérarchie
ce que le lampadaire est à l'ivrogne :
elle le soutient plus qu'elle ne l'éclaire..**

Tableaux publiés

N°	questions	résultat	observat°	N°	questions	résultat	observat°	
1.1	VOS priorités ?			1.10	les indicateurs			
	lutte contre fraude	1er			indisp. mesurer W	23%		
	service à l'usager	3e		= outils managemt	85%		flagrant	
	objectifs individuels			vs pèsent lourdemt	77%		flagrant	
	respecter indicateurs			vs aident à organiser	13%		dérisoire !	
	œuvrer pour équité	2nd		1.11	les indicateurs			
	autres				nécessitent analyse	87%		flagrant
1.2	organiser votre trav.		"rescapés!"	=>dispersion ds W	58%			
	entièrement	6%		=mesures partiels	92%		max flagrant	
	partiellement	61%		=contradictaires	56%			
	très partiel	26%	soit 30%					
	pas du tout	5%		1.12	ils conduisent à			
1.3	le chef vous				course effrenée	84%		flagrant
	entoure	27%		positive	2%			
	épaulement			négative	32%			
	encadre	65%	majorité	gestion à très CT	77%		flagrant	
	surveillance			à moyen terme	8%			
	enclave	3%		à long terme	6%			
				motiver les agents	13%			
1.4	frilosité de la part			les culpabiliser	71%		flagrant	
	chef direct	39%	au coude	ambiance favorable	5%			
	dir div	31%	à coude	défavorable	79%		flagrant	
	dsf	23%		1.13	diktat stats pervertit l'équité fiscale?			
	dg	21%			oui	61%		
	transmission 3909	32%	un tiers	2.1	amélioration informatiq			
	circulation infos	11%			vue globale dossier	2nd		
	rapport des incidents	6%			données fiables	1er		urgent
	prise position 2120..	32%	un tiers		màj rapide			
	les cas spécifiques	37%		inclure CFE ds Illiade				
1.5	contrôles internes sont			habilitation 67	3e			
	utiles	42%		créer bases sci				
	indispensables	6%		2.2	tout miser s/ informq			
superflus	50%		DG peut		5%			
1.6	rendre cpte plus que fiscalité			DG ne peut pas	73%		le sait-elle?	
	entièrement	37%		2.3	les relations humaines			
	partiellemt	56%	flagrant		évitent doublons	52%		
pas du tout	2%		=>mutualiser		73%			
			=>circulat° infos		77%			
			suivre sans interférer		60%			
1.7	tableaux CSP... sont des			=>ambiance de W	73%			
	aides	24%		soutien pour collègues	3%			
	supports	31%		2.4	améliorer la pertinence des indicateurs			
	contraintes	66%	si obligatoires		indisp	26%		
	flicages	37%		nécess	21%		kif	
1.8	gestion contrôle			utile	26%		kif	
	W meilleure qualité	19%		superflu	16%			
1.9	La DSF67 vous			travailler à un	management indépendant			
	fait confiance	22%	mm pas 1/4	indisp	24%		majorité	
	responsabilise	38%	si erreurs!	nécess	34%			
	infantillise	47%	impressionnt	utile	23%			
	surveillance	84%	flagrant	superflu	8%			
	soutient face contrib	40%	trop faible!					

N°	questions	résultat	observat°	N°	questions	résultat	observat°
2.4	encourager les prises de positions à ts nivx			2.5	harmonisation européenne		
	indispensable	34%	flagrant		indisp	40%	flagrant
	nécessaire	37%	↗		nécess	39%	↗
	utile	18%			utile	10%	
	superflu	3%			superflu	5%	
faire + confiance aux agents	indisp	52%	max	plus de moyens pour le CF	indisp	47%	flagrant
	nécess	35%	flagrant		nécess	32%	↗
	utile	6%			utile	8%	
	superflu	0%			superflu	3%	
apporter soutien technique aux agents	indisp	61%	flagrant	garantir équité fiscale	indisp	66%	flagrant
	nécess	29%	↗		nécess	21%	↗
	utile	6%			utile	0%	
	superflu	0%			superflu	5%	
Spécialiser les agents	indisp	16%	surprise !	éviter annonces médiatiques	indisp	56%	flagrant
	nécess	19%			↗		
	utile	35%					
	superflu	23%					
former à la gestion des conflits	indisp	16%	selon	volonté politique lutte contre fraude fiscale	indisp	71%	flagrant
	nécess	21%	service		nécess	16%	↗
	utile	39%	réponses		utile	5%	
	superflu	16%	divergent		superflu	0%	
2.5	Simplifier la fiscalité			Autre à préciser	augmenter salaires	2%	
	indispensable	58%	flagrant		soutenir l'agent	2%	
	nécess	24%	↗		restaurer assermentat°	2%	
	utile	11%			revoir niche fiscales	2%	
	superflu	2%		-de chefs + d'agents	2%		
2.6	Admin° de service ET act° répressive?	58% de OUI	surprise !	2.7	la gouvernance du CF améliore		
			la lutte fraude fiscale		11%		
			l'acceptat° contrôles		18%		
			l'image Administ°		48%	évident	
			le civisme fiscal		11%		
			la neutralité du contrôle	8%			

Conclusion sous forme de question

L'équité fiscale et la lutte contre la fraude fiscale sont-elles compatibles avec la politique libérale française ?